



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

ASFA

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

ASFA

23 Rue Salengro - 64044 Pau

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
4 boulevard Lucien Favre
Immeuble Poincaré
CS 99207
64053 Pau Cedex 9

ASFA

23 Rue Salengro - 64044 Pau

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association ASFA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASFA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère

approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Pau, le 1er juin 2026

KPMG SA



Signature
numérique de
Nicolas
Castagnet

Nicolas Castagnet

Associé

A C T I F		Arrêté au 31/12/2025			31/12/2024
		Durée 12 mois			12 mois
		BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs		58 693,54	-58 350,31	343,23	2 083,23
Immobilisations Corporelles					
Terrains		208 600,00		208 600,00	208 600,00
Constructions		2 965 506,11	-1 684 249,68	1 281 256,43	1 432 187,90
Autres		951 488,45	-549 831,70	401 656,75	149 088,69
Immobilisations corporelles en cours		3 024,00		3 024,00	171 081,84
Immobilisations Financières					
Participations					7 320,00
Autres titres Immobilisés		38 890,00		38 890,00	3 500,00
Autres		11 313,99		11 313,99	6 913,99
TOTAL I		4 237 516,09	-2 292 431,69	1 945 084,40	1 980 775,65
Comptes de Liaison					
Comptes de Liaison					
TOTAL II					
Actif Circulant					
Stocks et en cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Avances et acomptes versés sur commandes		39 930,03		39 930,03	
Créances					
Créances redevables usagers et comptes rattachés		150 816,89	-43 499,08	107 317,81	98 671,22
Autres		87 045,72		87 045,72	51 547,88
Valeurs mobilières de placement					
Valeurs mobilières de placement					17 178,25
Disponibilités					
Disponibilités		4 457 472,50		4 457 472,50	4 088 079,91
TOTAL III		4 735 265,14	-43 499,08	4 691 766,06	4 255 477,26
Comptes de Régularisation					
Charges constatées d'avance					
Charges constatées d'avance		51 792,84		51 792,84	34 804,59
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Primes de remboursement des obligations					
Ecart de conversion Actif					
TOTAL IV		51 792,84		51 792,84	34 804,59

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025	31/12/2024
		Durée 12 mois	12 mois
Fonds Associatifs			
Fonds associatifs sans droit de reprise (dont legs ,subv. d'invest. renouv)			
Fonds associatifs sans droit de reprise (dont legs ,subv. d'invest. renouv)		30 090,32	30 090,32
Ecart de réévaluation			
Réserves statutaires et réglementées			
Réserves réglementées		2 012 468,91	1 838 069,86
Report à nouveau (gestion non contrôlée)			
Report à nouveau (gestion non contrôlée)		-124 076,88	-124 076,88
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)			
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		589 509,99	433 810,62
Fonds associatif avec droit de reprise			
Fonds associatif avec droit de reprise		89 000,00	89 000,00
Résultats sous contrôle tiers financeurs			
Résultats sous contrôle tiers financeurs		1 621 875,92	1 362 464,35
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		41 293,95	41 293,95
Droits des propriétaires (Commodats)			
TOTAL I		4 260 162,21	3 670 652,22
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL II			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		125 055,63	
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		145 796,63	153 993,47
TOTAL III		270 852,26	153 993,47
Fonds Dédiés			
Sur subventions de fonctionnemen			
TOTAL IV		15 136,77	15 136,77
Dettes			
Emprunts Obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédi			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		983 222,96	1 128 041,83
Emprunts et dettes financières divers			
Emprunts et dettes financières divers		361,88	
Avances et acomptes recus sur commandes en cours			
Avances et acomptes recus sur commandes en cours			662,78
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		195 962,79	313 674,53
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		933 279,74	703 692,13
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		29 664,69	285 203,77
TOTAL V		2 142 492,06	2 431 275,04
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance			
Ecarts de conversion Passif			
Ecarts de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		6 688 643,30	6 271 057,50

Compte de résultat

Arrêté au :	31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens)						
Prestations de services	21 814,43	0,34	20 865,70	0,33	948,73	4,55
Chiffre d'affaire	21 814,43	0,34	20 865,70	0,33	948,73	4,55
Production stockée						
Produits tiers financeurs	6 508 874,64	100,00	6 324 037,18	100,00	184 837,46	2,92
Subventions d'exploitation	3 564,00	0,05	2 609,08	0,04	954,92	36,60
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	57 008,84	0,88	27 146,85	0,43	29 861,99	110,00
Autres produits	559 923,93	8,60	570 520,05	9,02	-10 596,12	-1,86
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	7 151 185,84	109,87	6 945 178,86	109,82	206 006,98	2,97
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achat de matières premières et autres	186,47	0,00	223,81	0,00	-37,34	-16,68
Autres achats et charges externes	1 257 873,73	19,33	1 510 310,51	23,88	-252 436,78	-16,71
Impôts, taxes et versements assimilés	417 993,77	6,42	349 822,72	5,53	68 171,05	19,49
Salaires et traitements	3 250 302,96	49,94	3 149 468,34	49,80	100 834,62	3,20
Charges sociales	1 236 441,77	19,00	1 254 761,16	19,84	-18 319,39	-1,46
Dotation aux amortissements et provisions	355 271,54	5,46	222 683,10	3,52	132 588,44	59,54
Autres charges	56 493,02	0,87	46 280,62	0,73	10 212,40	22,07
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	6 574 563,26	101,01	6 533 550,26	103,31	41 013,00	0,63
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	576 622,58	8,86	411 628,60	6,51	164 993,98	40,08
Opération en commun						
Bénéfice attribué, perte transférée Total III						
Perte supportée, bénéfice transféré Total IV						
OPÉRATION EN COMMUN						
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	32 332,31	0,50	28 998,80	0,46	3 333,51	11,50
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL V	32 332,31	0,50	28 998,80	0,46	3 333,51	11,50
Charges financières						
Charges financières	11 537,90	0,18	11 102,63	0,18	435,27	3,92
Autres charges financières						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL VI	11 537,90	0,18	11 102,63	0,18	435,27	3,92
RESULTATS FINANCIERS	20 794,41	0,32	17 896,17	0,28	2 898,24	16,19
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	597 416,99	9,18	429 524,77	6,79	167 892,22	39,09
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion			16 636,33	0,26	-16 636,33	-100,00
Sur opération en capital			29 340,00	0,46	-29 340,00	-100,00
Reprises/provisions et transfert de char						
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL VII			45 976,33	0,73	-45 976,33	-100,00
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion						
Sur opération en capital			37 759,53	0,60	-37 759,53	-100,00
Dotation aux amortissements et aux prov.						
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VIII			37 759,53	0,60	-37 759,53	-100,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL			8 216,80	0,13	-8 216,80	-100,00
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL IX						
Impôts sur les bénéfices	7 907,00	0,12	3 930,95	0,06	3 976,05	101,15
TOTAL X	7 907,00	0,12	3 930,95	0,06	3 976,05	101,15
PRODUITS	7 183 518,15	110,36	7 020 153,99	111,01	163 364,16	2,33
CHARGES	6 594 008,16	101,31	6 586 343,37	104,15	7 664,79	0,12
SOLDE INTERMÉDIAIRE	589 509,99	9,06	433 810,62	6,86	155 699,37	35,89
Total XI						
Eng.à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Exe antérieurs						
TOTAL XI						
EXCÉDENT OU DÉFICIT	589 509,99	9,06	433 810,62	6,86	155 699,37	35,89

Compte de résultat

Arrêté au :		31/12/2025		31/12/2024		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Contributions Produits							
Dons en nature							
Prestation en nature				2 458,67	0,04	-2 458,67	-100,00
Bénévolat							
CONTRIBUTIONS PRODUITS				2 458,67	0,04	-2 458,67	-100,00
Contributions Charges							
Secours en nature							
Mises à disposition gratuite de biens et services							
Prestations en nature							
Personnel bénévole				2 458,67	0,04	-2 458,67	-100,00
CONTRIBUTIONS CHARGES				2 458,67	0,04	-2 458,67	-100,00

Identification de l'association

Identification de l'association

Désignation de l'association : ASFA

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 6 688 643,30 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 589 509,99 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 21/04/2026 par les dirigeants de l'association.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier le règlement des Normes Comptables N° 2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissements des dits comptes annuels. Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- indépendance des exercices.

Outre le changement de méthode comptable lié à l'application du nouveau règlement ANC 2022-06 et 2023-03 , le principe de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respecté.

La première application du règlement ANC n°2022-06 et 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers constitue un changement de méthode comptable au sens de l'article L.123 17 du Code de commerce. En revanche, s'agissant également d'un changement de réglementation comptable au sens de l'article 122 1 du PCG, ce changement n'a pas à être justifié.

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n°2022 06 et 2023-03 relatif à la modernisation des états financiers modifie le Plan comptable général. Il s'applique obligatoirement à compter du 1er janvier 2025 et entraîne notamment :

- une nouvelle définition du résultat exceptionnel,
- la suppression des transferts de charges,
- des modifications du modèle de bilan et du compte de résultat,
- des clarifications de présentation et reclassements liés à la structure des états financiers.

Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis conformément à ce nouveau règlement. Conformément à l'article 27 du règlement ANC 2022-06, les dispositions du présent règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) ne sont pas incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue ci-dessous :

Licences et logiciels	1 à 5 ans
Constructions	5 à 30 ans
Installations générales sur constructions	5 à 15 ans
Installations générales sur autres immobilisations	5 à 15 ans
Véhicules	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans

Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été comptabilisés en charges de l'exercice.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Il n'y a pas de stock.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagements de retraite

L'association a constaté une provision de 145 796,63 € pour le service PJM suite à l'affectation du résultat 2015 opérée en 2017.

Au 31/12/2025, le montant des indemnités de retraite peut être estimé à la somme de 815 961 € pour les droits acquis. Ils sont partiellement couverts par un contrat conclu auprès d'un assureur. Compte tenu des versements et remboursements antérieurs, le placement disponible auprès de cet assureur s'élève à la somme de 463 646,74 € à la date du 31/12/2025, le versement de la provision pour 2025 n'étant pas encore opéré (soit 65 000,00 €).

Cet engagement est calculé sur l'ensemble du personnel présent à la clôture de l'exercice, en tenant compte de la reprise de l'antériorité du personnel issu de l'UDAF 64. L'évaluation est faite suivant les droits acquis par chaque salarié et pondéré par la probabilité que le salarié soit présent à l'âge de la retraite dans l'association.

Les hypothèses retenues pour l'ensemble du personnel sont les suivantes :

Evolution des salaires : 2,00 % toutes catégories

Taux actualisation : 3,50 %

Taux moyen des charges sociales : 50,00 %

Age de départ à la retraite : 64 ans

Provisions pour risques et charges

Des dotations aux provisions pour gros entretien ont été constituées sur l'exercice 2024 pour 8 196,84 € et extournées en 2025.

Une provision complémentaire de 97 000,00 € a été passée en 2025 et concerne le litige en cours avec une salariée cadre dans le cadre de son licenciement pour inaptitude professionnelle. Cette provision fait suite aux échanges avec notre avocat et comprend l'évaluation haute du risque contentieux ; une provision prévue au 31/12/2024 pour 28 055,63 € a été reclassée en compte 151100- au 31/12/2025.

Au 31/12/2025, les provisions pour risques et charges s'élèvent ainsi à :

Provision pour risques : 125 055,63 €

Provision pour gros entretien : 0,00 €

Provision indemnité départ retraite : 145 796,63 € (inchangée par rapport au 31/12/2024)

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant de la rémunération et avantages en nature versés au plus haut cadre dirigeant salarié s'est élevé à 68 816 €.

Comptabilité pour le compte de tiers, dont les majeurs protégés

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux privés le montant des avoirs sur les comptes à vue des majeurs sous tutelle ouverts à leur nom (article 427 du Code Civil) ne sont pas intégrés dans la comptabilité générale de l'ASFA.

Pour information, les montants des fonds gérés pour le compte des familles et adultes (Source : Balance des comptes tutelle) :

Mesures civiles au 31/12/2025 : 76 075 659,37 € décomposés comme suit :

- Comptes externes actifs : 62 909 403,51 €

- Comptes de gestion actifs : 13 166 255,86 €

Actif immobilisé 2025

CADRE A : IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation exercice	Acquisitions créations
Frais d'établissements R&D TOTAL 1			
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2	58 693,54		
Terrains	208 600,00		
Constructions sur sol propre	2 929 621,03		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions, installations générales, agencement	40 899,26		
Installations techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agencements, aménagements divers	73 667,91		314 351,73
Autres matériels de transport	99 384,92		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	461 914,30		16 628,96
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	171 081,84		135 058,63
Avances et acomptes			
TOTAL 3	3 985 169,26	0,00	466 039,32
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	7 320,00		
Autres titres immobilisés	3 500,00		35 390,00
Prêts & autres immobilisations financières	6 913,99		4 400,00
TOTAL 4	17 733,99	0,00	39 790,00
TOTAL GENERAL (1+2+3+4)	4 061 596,79	0,00	505 829,32

Actif immobilisé 2025

CADRE B : IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissements R & D	TOTAL 1				
Autres postes d'immo. Incorporelles	TOTAL 2			58 693,54	
Terrains				208 600,00	
Constructions	Sur sol propre			2 929 621,03	
	sur sol d'autrui			0,00	
	Inst. gales., agents. et am. const.		5 014,18	35 885,08	
Installations techniques matériel et outillage				0,00	
Autres immob. corporelles	Inst. gales., agents., aménagements divers			388 019,64	
	Matériel de transport			99 384,92	
	Matériel de bureau & informatique		14 459,37	464 083,89	
				0,00	
Immobilisations corporelles en cours		303 116,47		3 024,00	
Avances & acomptes				0,00	
	TOTAL 3	303 116,47	19 473,55	4 128 618,56	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations		7 320,00		0,00	
Autres titres immobilisés				38 890,00	
Prêts & autres immobilisations financières				11 313,99	
	TOTAL 4	7 320,00	0,00	50 203,99	
TOTAL GENERAL (1+2+3+4)		310 436,47	19 473,55	4 237 516,09	

Suite à certains reclassement comptables (notamment des comptes 508- à 271-) et régularisations au cours de l'année 2025 le montant total des parts sociales détenues au sein des banques partenaires s'élève à 35 390,00 €.

L'ASFA a versé 4 400,00 € en 2025 à la société ULYS qui correspond à la caution pour les badges de télépéage qui équipe la flotte automobile.

Il est également inscrit 3 500,00 € en titres immobilisés. Il s'agit d'une part de capital du GIE Synergie.

Aucun mouvement n'a été opéré au cours de l'exercice 2025.

Amortissements 2025

Immobilisations amortissables		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	TOTAL 1				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL 2	56 610,31	1 740,00		58 350,31
Terrains					
Constructions	sur sol propre	1 498 785,51	147 363,48		1 646 148,99
	sur sol d'autrui				
	installations générales	18 532,95	2 699,80	4 145,99	17 086,76
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	installations générales	37 841,98	30 663,14		68 505,12
	matériels de transport	53 629,30	17 476,75		71 106,05
	matériels de bureau et informatique	394 407,16	30 272,74	14 459,37	410 220,53
	TOTAL 3	2 003 196,90	228 475,91	18 605,36	2 213 067,45
TOTAL GENERAL (1+2+3)		2 059 807,21	230 215,91	18 605,36	2 271 417,76

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la cloture
Fonds propres sans droit de reprise	- 30 090			- 30 090
Fonds propres avec droit de reprise	- 89 000			- 89 000
Réserves	- 1 838 070	- 176 228	1 830	- 2 012 468
Report à nouveau sous contrôle tiers financeurs	- 1 362 464	- 502 601	243 188	- 1 621 877
Report à nouveau gestion non contrôlée	124 077			124 077
Excédent de l'exercice	- 433 811	- 589 510	433 811	- 589 510
Situation nette	- 3 629 358	- 1 268 339	678 829	- 4 218 868
Provisions réglementées	- 41 294			- 41 294
	- 3 670 652	- 1 268 339	678 829	- 4 260 162

Provisions et dépréciations 2025

Rubriques	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprise à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations except. 30 %				
Implantations étrangères avant 01/01/92				
Implantations étrangères après 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées	41 293,95			41 293,95
PROVISIONS REGLEMENTEES	41 293,95	0,00	0,00	41 293,95
Provisions pour litiges	0,00	125 055,63		125 055,63
Provisions garanties donnée aux clients				
Provisions pour pertes sur marché à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions	8 196,84		8 196,84	0,00
Provisions charges sociales et fiscales sur congés à payer	0,00			0,00
Autres provisions pour risques et charges	145 796,63			145 796,63
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	191 979,00	125 055,63	8 196,84	270 852,26
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	21 013,93			21 013,93
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participations				
Dépréciations autres immobilis. Financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations	92 311,08		48 812,00	43 499,08
DEPRECIATIONS	113 325,01	0,00	48 812,00	64 513,01
TOTAL GENERAL	346 597,96	125 055,63	57 008,84	376 659,22
Dotations et reprises d'exploitation		125 055,63	57 008,84	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciations des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Échéances, créances et dettes 2025

CADRE A	ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières		50 203,99		50 203,99
Avances et acomptes versés sur commandes		39 930,03	39 930,03	
Clients douteux ou litigieux		43 498,93	-	43 498,93
Autres créances clients		107 317,96	107 317,96	
Créances r. de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		800,00	800,00	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			-	
Etats et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		-	
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés		-	
	divers			
Groupes et associés				
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		86 245,72	86 245,72	
Charges constatées d'avance		51 792,84	51 792,84	
TOTAUX		379 789,47	286 086,55	93 702,92
Montants des	prêts accordés en cours d'exercice	-		
	remboursements obtenus en cours d'exercice	-		
Prêts et avances consentis aux associés		-		

Échéances, créances et dettes 2025

CADRE B	ETATS DES DETTES	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligatoires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine				
	à plus de 2 ans à l'origine	983 222,96	145 385,09	266 956,88	570 880,99
	Emprunts et dettes financières divers	361,88	361,88		
	Fournisseurs et comptes rattachés	195 962,79	195 962,79		
	Personnels et comptes rattachés	380 135,44	380 135,44		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	464 226,34	464 226,34		
Etats et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		-		
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	88 917,96	88 917,96		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	29 664,69	29 664,69		
	Dettes représentative de titres emp.				
	Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAUX		2 142 492,06	1 304 654,19	266 956,88	570 880,99
	Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	144 818,87			
	Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	-			

Charges à payer 2025

	Montant
Emprunts obligataires convertibles	-
Autres emprunts obligataires	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	983 222,96
Emprunts et dette financières diverses	361,88
Redevables créditeurs (Groupes et associés par défaut)	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	195 962,79
Dettes fiscales et sociales	933 279,74
Autres dettes	29 664,69
TOTAL	2 142 492,06

ASFA - Bilan 2025 - Actif
Charges constatées d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	51 792,84	-
Charges / Produits financiers	-	-
Charges / Produits exceptionnels	-	-
TOTAL	51 792,84	-

Ventilation des produits 2025

Répartition par secteur d'activité	Montant
MJPM	3 946 518,07
AGBF	367 276,48
AEMO	2 043 722,24
AEMO Renforcée	701 982,33
AUTRES	21 814,00
TOTAL	7 081 313,12

ASFA - Bilan 2025 - Actif

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	-
Avals et cautions	-
Engagements en matière de pensions	-
Engagements en matière de retraite	815 691,00
Autres engagements donnés :	
Avec le Crédit Coopératif :	
Privilège de prêteur de deniers de premier rang	1 320 000,00
Hypothèque conventionnelle complémentaire sur l'ensemble immobilier 23 rue R. Salengro 64000 PAU	144 000,00
TOTAL	2 279 691,00
(1) dont concernant:	-
les dirigeants	
les filiales	-
les participations	-
les autres entreprises liées	-
les engagements assortis de surâtés réelles	-

Engagements reçus	Montant
Plafonds des découverts autorisés	-
Avals et cautions reçus	-
Autres engagements reçus :	
Biens reçus en crédit-bail	
TOTAL	-

ASFA - Bilan 2025 - Passif

	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles	-
Autres emprunts obligataires	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	983 222,96
Emprunts et dettes financières diverses :	-
TOTAL	983 222,96

ASFA - Bilan 2025 - Actif au 31/12/2025

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT Temps plein
	Hommes	Femmes	Total	
Cadres	8	10	18	17,50
ETAM	14	70	84	80,63
ouvriers	0	0	0	0,00
contrat avenir	0	0	0	0,00
CAE-CUI	0	0	0	0,00
Contrat qualification	0	0	0	0
Contrat apprentissage	0	1	1	1
TOTAL	22	81	103	99,13

CONTRAT	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT Temps plein
	Hommes	Femmes	Total	
CDI	22	80	102	98,13
CDD surcroît	0	0	0	0,00
CD remplacement	0	0	0	0,00
Alternance	0	1	1	1,00
contrats Aidés	0	0	0	0,00
TOTAL	22	81	103	99,13

ASFA - Bilan 2025 - Actif

ACTIVITES ASSOCIATIVES	RESULTATS		GESTION CONVENTIONNELLE	
	EXCEDENTS	DEFICITS	EXCEDENTS	DEFICITS
MJPM	196 977,11		-	-
AGBF	40 491,51		-	-
AEMO	123 686,73		-	-
AEMO Renforce	182 366,15			
AUTRES	45 988,49		-	-
TOTAUX	589 509,99	-	-	-